

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'agriculture, du patrimoine naturel et de la pêche L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Aliments pour animaux
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Décret de 1992 sur l'utilisation et la supervision de l'utilisation du logotype vétérinaire collectif BPF (bonnes pratiques de fabrication) pour le secteur des aliments pour animaux de compagnie
6.	Teneur: Les entreprises bénéficiant d'une reconnaissance au titre du Décret de 1992 sur les aliments pour animaux - Reconnaissance des BPF dans le secteur des aliments pour animaux - sont habilitées à se servir du logotype collectif "BPF secteur aliments pour animaux". Le décret notifié présente le logotype et les règles qui régissent son emploi, tels qu'enregistrés auprès du Bureau Benelux des marques.
7.	Objectif et justification: Ces règles visent à faire en sorte qu'il ne soit pas fait un usage abusif du logotype, et que celui-ci soit utilisé d'une façon uniforme par toutes les entreprises reconnues.
8.	Documents pertinents: Décret de 1992 sur les aliments pour le bétail - Reconnaissance des BPF dans le secteur des aliments pour animaux, avec ses modifications I à IV

9.	Date projetée pour l'adoption: 20 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 21 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 19 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: